



Décision n° 2018-257

autorisant des travaux de réfection de sentiers pédestres
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-18 et R.331-67,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national du Mercantour, notamment ses articles 3, 7 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national ainsi que les modalités 14, 21, 29 et 30 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la décision n°2018-201 du 11 juin 2018 autorisant le Conseil départemental à réaliser des travaux de réfection du sentier pédestre d'accès au refuge de Nice,

VU la demande de déposée par Madame VIGNOLLES Marianne, chef du service des randonnées et des activités de pleine nature à la direction de l'environnement et de la gestion des risques du Conseil départemental des Alpes-Maritimes en date du 04 juillet 2018,

Considérant que la demande porte sur une prolongation de délai d'autorisation, compte-tenu des contraintes d'organisation de l'entreprise sous-traitante et de l'impossibilité de démarrer le chantier sur le sentier d'accès au refuge de Nice avant la date du 09 juillet 2018,

Décide :

Article 1 :

L'article 2 de la décision n°2018-201 du 11 juin 2018 est modifié comme suit :

« Cette autorisation de travaux est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 15 août 2018 ».

Article 2 :

Les autres dispositions de la décision n°2018-201 demeurent inchangées.

Article 3 :

Les bénéficiaires devront présenter cette décision modificative accompagnée de la décision n°2018-201, à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 54 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 5 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 9 juillet 2018



Le Directeur Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER